



**DÉCARBONER
L'EUROPE ET
LE MONDE :
ENTRETIEN AVEC
FRANÇOIS
GEMENNE**

PAR
THOMAS DORGET
Délégué Général de Confrontations Europe

Au lendemain de la publication du 6e rapport de synthèse du GIEC, François Gemenne, Professeur à Science Po Paris et à l'Université de Liège et membre du GIEC, revient, dans un entretien accordé à Thomas Dorget, Directeur Général de Confrontations Europe, sur les enjeux de la décarbonation de l'Union européenne à l'horizon 2030, notamment dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Thomas Dorget : Dans le cadre du Green Deal, qui vise à faire de l'Union européenne un continent neutre en carbone à l'horizon 2050, les Etats membres se sont fixés une étape intermédiaire de réduction de 55% de leurs émissions de gaz à effets de serre en 2030, par rapport aux niveaux de 1990. Cet objectif approche, avec probablement un premier bilan à l'occasion des élections européennes de 2024, comment estimez-vous la possibilité de succès de cet objectif du *Fit-for-55* ?

François Gemenne : Très clairement pour le moment les chances sont faibles. Je crois que le problème essentiel que nous avons par rapport à la définition de ces objectifs, c'est que nous raisonnons uniquement sur du moyen terme, sans nous donner véritablement de trajectoires de long terme. Nous avons donc tendance à retarder notre action ou à compter sur des ruptures technologiques, sans nous donner les moyens de rectifier notre trajectoire. Je suis persuadé qu'en 2028 ou en 2029, nous parlerons de repousser ce *Fit-for-55* de quelques années. Je suis extrêmement dubitatif quant au fait qu'on se fixe des objectifs de moyen terme, qui dépassent le mandat de ceux qui décident de ces objectifs.

Il faut jalonner l'action publique européenne d'objectifs sur un temps court. Les entreprises rendent des comptes trimestriels. Que diraient des actionnaires s'ils ne recevaient des comptes qu'une fois tous les 6 ans ? Ils demanderaient, et à raison, un suivi beaucoup plus régulier des activités de l'entreprise et je crois qu'il faut se placer dans la même optique par rapport à la baisse des émissions de gaz à effets de serre (GES). L'enjeu est : qu'est-ce qu'on se donne comme objectif à 3 mois, et si l'objectif n'est pas atteint, comment est-ce qu'on le rectifie ou comment est-ce qu'on change l'équipe en place ? Je pense qu'il faut vraiment adopter, pour la gouvernance de la baisse de nos GES, une technique de gouvernance qui se rapproche de celle des entreprises privées.

C'est la même logique pour les objectifs de neutralité carbone de l'UE à l'horizon 2050. Les dirigeants qui se sont engagés sur cette trajectoire seront morts en 2050. Nous avons en cela un vrai problème d'*accountability*, les citoyens n'ont pas la possibilité de demander des comptes à ceux qui assument ces politiques, parce qu'elles dépassent la temporalité de leur mandat. Le deuxième problème, c'est que ces objectifs de moyen terme nous laissent le temps de revoir l'ordre des priorités, d'ajourner l'ordre des urgences. Enfin, ces objectifs de moyens ou long terme nous apparaissent comme des Everest inatteignables parce que nous avons l'horizon mais nous n'avons pas le chemin.

TD : Pensez-vous, dans ce contexte, que l'UE est toujours l'échelle pertinente pour conduire cette transition?

FG : Oui, l'UE est toujours pertinente pour mener ce combat environnemental. C'est le seul mode de gouvernement supranational qui existe aujourd'hui dans le monde. Or, nous sommes face à un problème global que nous ne pourrions pas régler uniquement par des mécanismes internationaux. Nous aurons besoin de mécanismes supranationaux qui dépassent les intérêts des nations, de la même manière que le changement climatique ne connaît pas de frontières.

Toutefois, l'UE a tendance à se préoccuper uniquement de ses propres émissions de GES. Mais l'Europe ne représente que 10 à 15% des émissions mondiales. D'ici 2030, l'Europe représentera moins de 10% et en 2050, probablement moins de 5% des émissions mondiales. Evidemment, il faut continuer à réduire nos émissions, mais la lutte contre le changement climatique va largement se jouer hors de l'UE.

C'est pourquoi l'enjeu principal pour l'Union européenne, c'est de non seulement réduire ses propres émissions, mais surtout de voir comment elle peut travailler avec les pays émergents sur leurs propres efforts. C'est pour cela que les accords, comme ceux qui ont été négociés il y a deux ans avec l'Afrique du Sud ou l'an dernier avec l'Indonésie, sont très importants et qu'il faut à mon avis les démultiplier et les accroître encore davantage.

TD : Suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'UE a rompu ses liens d'approvisionnement énergétique avec Moscou. Pour compenser la réduction des achats de gaz, ainsi que la baisse de la production électronucléaire française (55% de taux d'activité en 2022), certains Etats-membres ont réouvert une série de centrales à charbon et au gaz. Dès la fin juin, la coalition du chancelier Olaf Scholz a donné son feu vert au redémarrage de vingt-sept centrales à charbon, et ce jusqu'en mars 2022. Aux Pays-Bas, les centrales à charbon peuvent à nouveau fonctionner à pleine capacité au lieu du maximum de 35 % contenu dans la loi. La rupture des approvisionnements relance également le débat sur la place du nucléaire dans le mix énergétique européen, mais aussi sur le rôle politique des énergies renouvelables comme levier de souveraineté européenne. En ce sens, quelles conséquences la guerre en Ukraine peut-elle avoir sur la transition environnementale européenne ?

FG : Je pense que nous entrons dans une forme d'écologie de guerre qui peut accélérer la transition énergétique de l'Union. Nous avons collectivement pris conscience que cette question de la transition énergétique n'était pas seulement affaire de lutte contre le changement climatique, mais touchait également à notre vulnérabilité géopolitique et que la dépendance européenne aux énergies fossiles, non seulement était dramatique pour le climat, mais également pour notre position dans le monde ; qu'elle nous plaçait dans une situation de vulnérabilité par rapport à des régimes autoritaires, dont certains étaient évidemment hostiles à l'Union européenne.

En ce sens, les énergies renouvelables vont être un instrument essentiel d'autonomie stratégique. C'est un argument très puissant, qui peut pousser à l'accélération de la transition énergétique. Je suis frappé de voir combien plusieurs pays européens ont changé radicalement de stratégie énergétique en l'espace de 6 mois ou 1 an du fait de la guerre en Ukraine. Cette guerre a eu un effet beaucoup plus important sur les politiques énergétiques de très nombreux pays que les rapports du GIEC.

Bien sûr, certains Etats membres connaissent, dans un premier temps, des mouvements contraires de court terme, comme par exemple la réouverture des mines de charbon en Allemagne ou la prolongation de la centrale de Saint-Avold en France. Personne ne le fait de gaité de cœur. Mais je pense qu'à long terme, cette quête d'autonomie stratégique plaidera pour l'élaboration d'une vraie politique énergétique européenne coordonnée, qui est un des axes sur lequel s'est construite l'UE et dont on a l'impression qu'il a été oublié en cours de route.

TD : Les Allemands et les Français, dont l'accord ou la convergence de vue est souvent clef pour avancer significativement en Europe (réponse à la crise de 2008, *Next Generation EU...*), semblent avoir des visions difficilement conciliables de la transition environnementale, a minima à court terme. Comment voyez-vous la réconciliation d'une vision commune entre Paris & Berlin dans ce domaine ?

FG : Je pense que considérer le couple franco-allemand comme moteur de l'intégration européenne est un vieux réflexe complètement dépassé. Rapidement, l'Ukraine fera partie de l'Union européenne, la Moldavie aussi. Le centre géographique de l'UE va se trouver autour de Bratislava ou de Budapest, et des pays comme la France ou la Belgique vont se retrouver en périphérie de l'UE. Nous n'avons pas encore pris la mesure de cette évolution majeure. Bruxelles est devenue la capitale de l'Europe à la fois parce que c'était une ville belge et que la Belgique paraissait comme un pays relativement inoffensif, mais aussi en raison d'une position centrale entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne. Alors Bruxelles va évidemment rester la capitale de l'Europe parce que toutes les institutions y sont, mais si on devait aujourd'hui choisir où placer la capitale de l'Europe, on la mettrait sûrement à Bratislava.

C'est pourquoi je pense que cette idée que l'avenir de l'Europe réside encore dans le consensus franco-allemand est une erreur. Il faut admettre que toute une série de fonctionnements et de dynamiques politiques va être transformé, notamment par l'accession de l'Ukraine à l'Union européenne.

TD : Malgré le scepticisme de certains observateurs de la politique européenne, vous pensez que l'Ukraine peut devenir un Etat membre à moyen terme ?

FG : Bien sûr, au-delà du choc émotionnel, il y aura beaucoup de ressentiment si l'Ukraine n'est pas intégrée rapidement. Je ne peux pas prédire l'avenir, mais l'intégration ukrainienne va se faire plus rapidement qu'on ne l'imagine.

TD : Les citoyens européens sont de plus en plus désabusés face à l'avenir, ce qui est illustré par la polarisation du débat public, l'augmentation de la méfiance vis-à-vis des institutions et les résultats des élections qui voient arriver en tête des partis populistes et eurosceptiques dans de nombreux Etats membres. Comment construire pour le future, un imaginaire commun qui recrée de l'espoir pour les citoyens européens, qui les resolidarise et dans lequel ils pourraient se projeter ? L'Union européenne peut-elle être le véhicule de cet imaginaire ?

FG : Notre enjeu doit surtout être la construction d'un récit global, mondial. Aujourd'hui le problème qu'on a, par rapport à l'Afrique par exemple, c'est que beaucoup de dirigeants africains voient les énergies fossiles comme un instrument d'indépendance, d'autonomie, d'affirmation de l'Afrique par rapport à l'Union européenne. Cette logique me paraît dangereuse. C'est pour cela qu'il faut absolument sortir de l'idée que l'Europe va pouvoir créer un grand récit de désirabilité, qui va par la suite, s'imposer au reste du monde. Il faut sortir de l'idée que les pays du Sud suivraient l'Europe parce qu'elle leur fournirait une sorte de modèle "clé sur porte". L'Europe aujourd'hui inspire surtout le rejet dans les pays du Sud. C'est pourquoi la question, à mon sens, est plutôt : comment va-t-on créer un récit cosmopolite, précisément avec les pays du Sud, en prenant en compte leur vision d'un monde décarboné et leurs intérêts ?

L'adhésion à un tel récit se produira uniquement s'il y a un intérêt clair à la décarbonation pour le *Global South*. On ne peut pas compter sur une forme de grandeur d'âme, ou de souci partagé du bien commun. Or, le problème aujourd'hui, c'est que si on regarde les choses d'un point de vue strictement économique, les pays du Sud ont intérêt à exploiter leurs énergies fossiles, parce que cela leur donne accès à une énergie bon marché, tout en leur permettant de générer des rentes substantielles.

Il faut donc imaginer la façon de penser de beaucoup d'africains qui ont vu toutes leurs ressources naturelles exploitées et pillées par les Européens pendant les colonisations, qui aujourd'hui encore voient leurs ressources en métaux critiques ou en terres rares largement exploitées par les Européens pour leur transition énergétique et qui, au moment où ils voudraient exploiter à leur tour leurs énergies fossiles, se voient opposer des préoccupations environnementales. C'est inaudible ! Il va falloir trouver des moyens économiques pour qu'il soit dans l'intérêt des pays du Sud de laisser sous terre ces ressources pétrolières ou gazières.

Aujourd'hui encore, l'énergie solaire se développe sur tous les continents. Le continent sur lequel l'énergie solaire se développe le moins, c'est celui qui reçoit le plus d'ensoleillement naturel. Aujourd'hui, il y a encore un manque criant d'infrastructures de réseaux, y compris de réseaux de distribution électrique, dans de nombreux pays africains. Si l'UE n'investit pas dans ces infrastructures, ils se concentreront forcément sur leurs ressources en énergies fossiles, parce que ce sera pour eux le moyen le plus facile, le plus immédiat d'avoir accès à l'énergie.

TD : Pour terminer notre entretien, j'aimerais vous interroger sur l'avenir de l'écologie politique. Les citoyens européens font face à des préoccupations immédiates (guerre en Ukraine, inflation, réforme des retraites en France, etc.) qui repoussent les préoccupations écologiques au second plan. Comment l'écologie politique peut-elle répondre aux enjeux immédiats ?

FG : A l'évidence il y a, aujourd'hui, quelque chose qui ne fonctionne pas et je crois que c'est important de pouvoir le reconnaître. L'écologie politique n'est pas vraiment parvenue à s'imposer comme le grand récit politique du XXI^e siècle. Je pense que cela tient parfois à une certaine forme de naïveté. On s'est imaginé que, parce qu'il y avait consensus sur le constat, il y aurait naturellement aussi une forme de consensus sur les solutions.

Je crois qu'un élément essentiel entre fin du monde et fin du mois, c'est la tension qu'il y a entre la cause et l'intérêt. Beaucoup dans l'opinion publique voient aujourd'hui les questions écologiques comme une cause à laquelle ils sont sensibles. Quand on regarde les sondages, la plupart des gens se disent préoccupés par la question climatique ou par la biodiversité, mais pas comme quelque chose qui touche directement leurs intérêts. Malgré tout, politiquement, électoralement, ils vont avoir tendance à privilégier leurs intérêts devant les causes, aussi sensibles qu'ils puissent être à ces sujets.

La grande difficulté c'est que l'action climatique, telle qu'elle est présentée aujourd'hui est une série d'efforts à réaliser, de contraintes auxquelles il faut se plier, de sacrifices à consentir, essentiellement pour le bénéfice des autres, des générations futures, des populations les plus pauvres, des pays du Sud. C'est pourquoi je crois que le gros enjeu va être de réconcilier ces questions de causes et d'intérêts, et donc de montrer aux citoyens pourquoi c'est aussi dans leur intérêt direct et personnel d'agir pour le climat. C'est la problématique du siècle.